

Mais comment expliquer ce changement? La préparation soignée de la Conférence y est sans doute pour quelque chose — on s'est inspiré des leçons du passé pour établir de nouvelles règles du jeu. La décision d'exclure de ces délibérations tout le monde à l'exception des conseillers les plus immédiats des chefs de gouvernement a vraiment porté fruit. Personne n'avait à parler pour la galerie, d'où la possibilité pour les chefs d'État d'échanger leurs impressions en toute liberté, franchise et spontanéité.

On doit aussi le succès de la Conférence en grande partie au fait qu'on a fini par reconnaître que le Commonwealth moderne ne gravite plus autour de la Grande-Bretagne, même si ce pays, jadis à la tête de l'empire, occupera toujours une place de choix qui ne revient à aucun autre. Cependant, même si l'on a reconnu cette nouvelle maturité du Commonwealth aux échelons supérieurs de la hiérarchie politique, il y a encore du travail à faire pour convaincre les personnalités politiques, les bureaucrates et les journalistes des pays membres de ne pas mettre sur le même pied leurs relations avec la Grande-Bretagne et leurs rapports avec le Commonwealth.

Au fur et à mesure de la progression de la Conférence, la Grande-Bretagne est apparue de plus en plus comme un membre égal. Ceci a donné aux chefs d'État la possibilité d'envisager les vrais problèmes plutôt que de s'arrêter aux vieilles querelles chargées d'affectivité qui les avaient si souvent empêchés d'aborder d'une manière constructive les problèmes de fond.

Certains ont avancé, avant et pendant la Conférence, que le Canada pourrait assumer la direction du Commonwealth. A mon avis, la Conférence a clairement démontré non seulement que le Canada ne cherche pas, en pratique, à jouer un tel rôle, mais aussi que cela irait tout à fait à l'encontre de notre conception du Commonwealth comme une association de pairs. Il constitue, après tout, un exemple unique dans le monde entier. Aux Nations Unies, il existe une distinction au niveau des institutions entre les grandes puissances et les autres nations. On n'a nul autre exemple de rencontres régulières entre un nombre aussi élevé de chefs d'État où l'on puisse discuter simplement et directement de problèmes et d'objectifs communs. Dans le discours que j'ai prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre, j'ai fait ressortir la stérilité et le gaspillage d'énergie résultant des affrontements qu'engendre trop souvent la procédure formelle de vote. J'ai laissé entendre que le consensus, technique de plus en plus en usage lors des réunions des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, se révélait souvent une méthode plus efficace.